

I CONTEXTE STRATÉGIQUE

A. Contexte national

1. En dépit des progrès importants de la dernière décennie, la plupart des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) seront difficilement atteints. Le premier objectif, soit la diminution de moitié de la pauvreté nationale, ne sera probablement pas réalisé. Malgré les progrès importants accomplis sur les indicateurs de malnutrition, d'équité d'accès des genres à la scolarisation primaire et secondaire, d'accès à une source d'eau potable, et de mortalité des moins de cinq ans, le pays fait encore face à des défis importants en matière de pauvreté, de malnutrition, de santé et d'éducation.

2. En 2011, les dernières estimations de la pauvreté établissaient son incidence à 46,7 pour cent de la population. Pourtant, entre 1994 et 2005, alors que la croissance du PIB s'élevait à 4,6 pour cent par année, le taux de pauvreté avait rapidement régressé et était passé de 68 pour cent en 1994 – 1995 à 48,5 pour cent en 2005. Cependant, depuis 2005 – 2006, les chocs répétés ont réduit l'augmentation du revenu par habitant à un peu plus du taux de croissance de la population. Malgré tout, l'Enquête démographique et de Santé à Indicateurs Multiples (EDS-MICS) de 2011 révèle que la pauvreté a diminué de façon importante dans les toutes dernières années. Elle semble maintenant essentiellement concentrée en zone rurale, où elle affectait 57 pour cent des ménages en 2011, soit plus du double des ménages pauvres du grand Dakar (26 pour cent). La pauvreté reste fortement corrélée à la faiblesse de l'éducation et à la taille du ménage. En 2011, 83 pour cent des pauvres vivaient dans un ménage dont le chef n'avait aucune éducation. En outre, alors que 18 pour cent seulement des ménages comprenant moins de cinq membres étaient pauvres, ce chiffre passe à 60,8 pour cent pour les ménages de 20 membres ou plus. L'iniquité reste modérée et ne s'est pas récemment aggravée, mais les disparités géographiques sont prononcées et n'ont guère évolué.

3. Les chocs successifs ont entravé la croissance générale, et plusieurs ménages restent fortement vulnérables aux chocs exogènes (économiques) et idiosyncrasiques. Ces derniers, notamment la maladie ou le décès du soutien de famille, affectent chaque année près du tiers des ménages. En outre, plus de la moitié des ménages ne dispose d'aucun dispositif d'adaptation susceptible de réduire l'impact d'un tel choc. Par conséquent, près du quart des ménages a rapporté lors de l'Enquête avoir puisé dans l'épargne pour faire face à un choc, particulièrement lorsque ce dernier était lié à la santé (maladie ou décès) ou à l'échec d'une entreprise. Les ménages ont également rapporté avoir vendu certains de leurs biens, ce qui contribue à les maintenir dans une pauvreté à long terme. En outre, le soutien de la famille élargie, à la fois dans et hors du pays n'a permis d'atténuer l'effet d'un choc sur le ménage que dans quart des cas. En outre, les chocs économiques exogènes, notamment la flambée des prix et la récession économique mondiale, ont eu un impact majeur sur le Sénégal, notamment en raison de l'étroitesse de son économie ouverte. En effet, le Sénégal importe l'ensemble du pétrole (qui alimente la plupart de ces centrales électriques), 80 pour cent du riz et presque tout le blé qu'il consomme. Par exemple, en 2007 – 2008, le prix du riz sur les marchés locaux a triplé et celui du grain a augmenté de 50 pour cent, alors que le prix des autres denrées de base augmentait d'environ 30 pour cent.

4. Le pays a fait des progrès importants en matière de nutrition et a réussi à faire respectivement passer le retard de croissance et la malnutrition aiguë chez l'enfant à 16 pour cent et à 9 pour cent. Les dernières estimations indiquent une forte prévalence d'enfants à faible poids à la naissance (les données de l'UNICEF indiquent que 18 pour cent des nourrissons ont un poids insuffisant à la naissance). De plus, 76 pour cent des enfants de moins de cinq ans, 58,6 pour cent des femmes (non enceintes et qui n'allaitent pas) et 61 pour cent des femmes enceintes souffrent d'anémie outre le fait que 25 pour cent des enfants de moins de cinq ans présentent une carence en vitamine A. En dépit de l'excellente couverture en écoles primaires du pays, on estime que près de 1,6 million d'enfants ne sont pas scolarisés. Les disparités régionales d'accès et la faible qualité générale des services sociaux de base restent également préoccupantes. Dans le secteur de l'éducation, le taux brut d'inscription au cycle primaire s'élevait en 2011 à environ 80-85 pour cent en moyenne, mais ces taux chutent à moins de 57 pour cent dans certaines régions comparativement aux 100 pour cent atteints à Dakar. En outre, le pays réalisera très difficilement son OMD lié au taux de graduation du cycle primaire, notamment en raison de l'importance des redoublements et des abandons. Dans le secteur santé, peu de progrès ont été accomplis en matière de diminution de la mortalité maternelle qui s'élevait encore en 2011 à 392 pour 100 000 naissances. Le taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié a augmenté et est passé de 52 pour cent en 2005 à 65 pour cent en 2010, mais dans l'ensemble, le respect des standards internationaux est faible, particulièrement dans les communautés les plus pauvres (où le taux d'accouchements assistés ne s'élève qu'à 30 pour cent). Le taux d'immunisation n'a pas beaucoup augmenté et la mortalité néonatale reste élevée à 36 par 1000 naissances en 2010. Même si le Sénégal atteindra probablement son OMD en matière de mortalité des moins de 5 ans, il n'atteindra probablement pas celui lié à la mortalité maternelle.

B. Contexte sectoriel et institutionnel

5. Le Gouvernement a dû assurer une riposte rapide à plusieurs chocs covariables au cours de la dernière décennie, particulièrement à la sécheresse de 2002 – 2003 et à la crise économique de 2008 – 2009. Dans le passé, le Gouvernement du Sénégal a généralement répondu directement aux épisodes de sécheresse en accordant un soutien financier aux agriculteurs et une assistance générale à la population rurale. Il a par exemple subventionné les taux d'intérêt et l'effacement de la dette à la suite de chocs liés au climat, une stratégie qui présente plusieurs inconvénients puisqu'elle est souvent faiblement ciblée et profite en grande partie aux agriculteurs plus importants et à ceux qui sont en mesure de participer au système formel de crédit. En outre, le Gouvernement a adopté une série de mesures fiscales susceptibles d'aider la population à faire face à la flambée des prix du carburant et alimentaires, notamment la subvention des denrées de base (riz, blé et lait), du butane/gaz naturel et de l'électricité. Cette riposte rapide a été très coûteuse et a absorbé 2,4 pour cent du PIB, soit le 10^e de l'ensemble de la dépense de 2008. Au reste, ces mesures ont largement profité aux non-pauvres puisque, par exemple, seul le tiers des bénéficiaires des subventions sur l'eau et l'électricité était pauvre, dont seulement 7 ou 8 pour cent en provenance du quintile le plus pauvre. Enfin, la majorité des bénéficiaires de ces deux types de subventions résidait en zone urbaine.

6. En 2011, près d'une douzaine de programmes de filets sociaux étaient mise en œuvre au Sénégal, pour des appuis sous forme de cantines scolaires, d'assistance alimentaire, de soutien ciblé aux personnes âgées et handicapées et de transferts monétaires conditionnels pilotes. Même si les programmes de protection sociale sont maintenant plus nombreux au Sénégal, les progrès

accomplis n'ont pas permis de protéger les pauvres et de riposter aux chocs avec efficacité. Les principaux défis à relever en matière de mise en œuvre filets sociaux au Sénégal sont les suivants:

- (a) *Couverture limitée des programmes existants* : le coût des 12 programmes clés en cours s'élève à environ 0,3 pour cent du PIB. On estime que près de 4 millions de personnes reçoivent chaque année une forme quelconque d'assistance, mais la distribution alimentaire et les cantines scolaires concernent environ 97 pour cent de ces bénéficiaires et aucun de ces deux programmes ne procède à une sélection des bénéficiaires en fonction de leurs besoins.
- (b) *Multiplicité des critères de ciblage* : les programmes utilisent différentes méthodes de ciblage, mais surtout de type catégoriel. Celui-ci est souvent renforcé par une priorisation de certaines zones géographiques et contre-vérifié à travers un dispositif à base communautaire. La performance de ces méthodes de ciblage est mitigée.
- (c) *Absence de dispositifs de coordination et dispersion institutionnelle des programmes* : de façon générale, les programmes de filets sociaux sont largement fragmentés, manquent de coordination et ne sont pas adaptés à une réponse rapide aux chocs. L'instabilité institutionnelle a, dans le passé, entraîné une reconfiguration fréquente des principaux ministères; ainsi, le passage de divisions ou de programmes d'un ministère à un autre a contribué à entraver le développement d'une programmation cohérente.

7. Actuellement, l'absence d'un Système de Filets Sociaux doté d'outils et d'instruments de ciblage et de coordination adéquats et l'ampleur limitée de la plupart des programmes ne permettent pas au Gouvernement de répondre efficacement aux besoins des populations pauvres et vulnérables ou encore de mettre à l'échelle ses interventions avec efficacité. De façon générale, ces obstacles placent le Système sénégalais dans une position moins avantageuse que celle de certains des pays limitrophes. Cependant, le potentiel d'amélioration du Sénégal est important, particulièrement en raison de sa capacité administrative et de mise en œuvre à tous les niveaux du Gouvernement et de la présence d'une volonté politique comme de la motivation des parties prenantes et partenaires sectoriels à mettre en place un Système coordonné.

8. Le Gouvernement a axé sa Stratégie Nationale de Développement Économique et Social 2013–2017 (SNDES) sur l'élaboration d'un Système de Filets Sociaux susceptible d'assurer une riposte à la pauvreté chronique et de protéger les populations vulnérables des chocs. La Stratégie repose sur trois piliers : (i) croissance, productivité et création de richesse; (ii) capital humain, protection sociale et développement durable; et (iii) gouvernance, institutions, paix et sécurité. En octobre 2013, la Première Ministre a entamé sa présentation de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement par une définition des orientations politiques sociales en matière de riposte à la vulnérabilité des ménages, et a souligné l'accent particulier porté à l'amélioration de l'accès à et de la qualité des services sociaux de base, l'expansion du programme de transferts monétaires conditionnels, l'accès à une assurance santé universelle, le soutien aux populations les plus vulnérables et la mise en œuvre de programmes de création d'emplois.

9. Dans cette perspective, le Gouvernement a créé la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSN), qui fait directement rapport au Président et est responsable de l'établissement d'un système de protection sociale qui s'assurera de la

ANNEXE 5: PLAN DE SOUTIEN À LA MISE EN ŒUVRE

Strategy and Approach for Implementation Support

1. **Implementation Support Plan**

2.

What would be the main focus in terms of support to implementation during:

<i>Time</i>	<i>Focus</i>	<i>Skills Needed</i>	<i>Resource Estimate</i>	<i>Partner Role</i>
<i>First twelve months</i>				
<i>12-48 months</i>				
<i>Other</i>				

Skills Mix Required

<i>Skills Needed</i>	<i>Number of Staff Weeks</i>	<i>Number of Trips</i>	<i>Comments</i>

Partners

<i>Name</i>	<i>Institution/Country</i>	<i>Role</i>

ANNEXE 6: ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Sénégal : Projet de filets sociaux

1. Le Projet proposé a pour objectifs de développement de soutenir l'établissement des piliers du système national de filets sociaux et de mettre en œuvre des programmes de transferts monétaires aux populations pauvres et vulnérables. Cette section introduit la question des transferts monétaires et de l'établissement d'un système national de filets sociaux à partir des données disponibles sur les interventions existantes au Sénégal et sur les expériences internationales en la matière. Les transferts monétaires ciblés aux ménages les plus pauvres devraient avoir des impacts sur : (i) le revenu et la dépense des ménages, ce qui contribuera à diminuer leur niveau de pauvreté monétaire; (ii) l'amélioration de la consommation alimentaire et de la nutrition; (iii) une meilleure santé (à travers la vaccination) et éducation (à travers un taux d'inscription plus élevé); (iv) l'adoption de pratiques adéquates en matière de santé et de nutrition; et (v) la démultiplication d'activités économiques locales. En outre, le système permettra des gains d'efficacité substantiels.

2. Au cours de la dernière décennie, les programmes de transferts monétaires conditionnels (TMC) sont devenus des instruments majeurs de protection sociale des ménages pauvres dans les pays en développement. Les TMC sont de plus en plus utilisés pour le soutien aux revenus et l'amélioration du capital humain des pauvres. Les programmes versent des transferts monétaires aux ménages pauvres sous condition du respect d'un certain nombre de conditions en santé, éducation et nutrition. L'Amérique latine est la plus avancée en la matière, avec actuellement plus de 80 millions de personnes bénéficiaires d'un TMC. Des pays tels que le Brésil, le Mexique et la Colombie ont été les premiers à mettre en œuvre ce type de programme et à utiliser une méthode de ciblage et un système de suivi plus précis. Dans leur foulée, plusieurs pays africains préparent actuellement ou mettent déjà en œuvre des programmes inspirés par les modèles d'Amérique latine et adaptés au contexte local.

La pauvreté au Sénégal et ses déterminants

3. Au Sénégal, la pauvreté reste élevée, avec une incidence établie à 46,7 pour cent en 2011. En dépit des gains dans la réduction de la pauvreté en général, la pauvreté extrême a beaucoup augmenté et a plus que doublé au cours des 10 dernières années. Parmi les pauvres, les plus affectés par la précarité restent les enfants vulnérables, les handicapés et les personnes âgées sans soutien familial. Les ménages pauvres, qui sont fortement ébranlés par les chocs qu'entraînent la maladie et les accidents, sont également les plus affectés par les chocs exogènes de plus en plus nombreux, par exemple en raison d'une sécheresse, d'une inondation ou d'une flambée des prix alimentaires internationaux. En l'absence de soutien social et de dispositifs d'atténuation, la plupart des ménages procèdent encore à la vente de biens essentiels, ce qui augmente encore leur vulnérabilité: le tiers des ménages sénégalais rapporte avoir été affecté par au moins un choc au cours des 12 derniers mois, une proportion passe à 40 pour cent lorsque le répondant appartient aux deux quintiles les plus pauvres⁵.

⁵ Sénégal : Évaluation des filets sociaux, Banque mondiale (2013)

4. Les indicateurs de développement humain des ménages pauvres du Sénégal sont faibles, avec une pauvreté qui reste fortement corrélée à l'éducation. Lorsque le chef de ménage possède une éducation secondaire ou postsecondaire, le taux de pauvreté du ménage s'élève respectivement à 25 pour cent et 8 pour cent, mais la prévalence de la pauvreté passe à plus de 50 pour cent lorsque ce dernier n'a aucune éducation. En outre, les enfants des ménages les plus pauvres présentent des taux inférieurs d'inscription, ceci à tous les niveaux du cycle éducationnel (par exemple, le taux brut d'inscription au primaire, qui s'élève à 71 pour cent dans les ménages les plus pauvres, passe à 97 pour cent chez les mieux nantis). La faiblesse des résultats éducationnels a été associée à différentes problématiques, notamment en matière d'accès à l'éducation et de qualité des prestations (incluant les problèmes d'absentéisme des enseignants, d'infrastructures et de fournitures).

5. De même, la pauvreté au Sénégal est fortement corrélée à la santé. La prévalence du retard de croissance est beaucoup plus élevée chez les pauvres, avec 39 pour cent dans le quintile inférieur vs 16 pour cent dans le quintile le mieux nanti. En outre, 40 pour cent des femmes du quintile inférieur non pas accès à un accouchement assisté par un professionnel de la santé, un problème qui ne touche que 5 pour cent des femmes du quintile le mieux nanti. Le taux de vaccination est faible chez les pauvres puisque seulement 56 pour cent des enfants des ménages les plus pauvres sont vaccinés (vs 70 pour cent chez les mieux nantis).

Impact des transferts monétaires conditionnels sur le développement humain

6. Les transferts monétaires favorisent l'augmentation de la dépense alimentaire du ménage et entraînent une amélioration de la santé des enfants. Par exemple, une évaluation des impacts du Projet Nutrition ciblée sur l'Enfant et Transferts Sociaux (NETS)⁶ a révélé que les prestations versées aux ménages étaient en grande partie réinvesties dans la dépense alimentaire⁷, ce qui a permis, comme l'ont rapporté les répondants, d'accroître le nombre de repas consommés et de réduire les stratégies néfastes d'atténuation des chocs. Les transferts monétaires ont également entraîné une participation accrue des mères aux sessions d'éducation et une amélioration des soins de santé de la reproduction. Dans le cas des enfants, l'intervention a également favorisé : (i) l'introduction d'une diète plus diversifiée chez les 0 à 23 mois ; (ii) l'adoption de meilleures habitudes alimentaires chez les enfants de 0 à 5 ans ; (iii) l'ingestion du nombre minimum de repas recommandé par jour chez les 6 à 23 mois ; (iv) une réduction de la morbidité du nourrisson, particulièrement en raison de maladies diarrhéiques; et (v) l'augmentation de la couverture vaccinale des enfants inscrits au programme.

7. Ces résultats sont conformes aux données internationales, puisque le *Bolsa Familia* du Brésil a eu un impact positif non équivoque sur la réduction de l'insécurité alimentaire et l'augmentation de la consommation d'aliments dans les ménages participants. En outre, la part de la dépense des ménages allouée à la consommation a augmenté, particulièrement dans les secteurs de la consommation alimentaire, de l'éducation et de l'habillement des enfants. Pour chaque *real* reçu sous forme de transfert, le ménage a investi 0,62 cent en aliments,

⁶ Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN). « Évaluation de l'Impact du Transfert en Espèces dans le cadre du projet nutrition ciblée sur l'enfant et transferts sociaux (NETS) » Université de Dakar, Laboratoire de recherche sur les transformations Economiques et sociales (LARTES-IFAN), 2012.

⁷ Il est important de souligner que les transferts monétaires n'ont entraîné une dépense accrue en alcool ou tabac dans aucun des pays évalués

comparativement à 24 chez les non-bénéficiaires. Plusieurs études démontrent qu'entre 74 pour cent et 85 pour cent des ménages ont non seulement augmenté leur consommation alimentaire générale, mais ont également amélioré la qualité et la variété des aliments consommés, le nombre de repas quotidiens et la quantité attribuée aux enfants. Une évaluation du *Bolsa Família* menée par le Ministère de la Santé brésilien (2007) a démontré que la diète des ménages bénéficiaires du programme était plus diversifiée de 5,1 pour cent que celle des non-bénéficiaires.⁸

8. Les transferts monétaires favorisent également une meilleure inscription et fréquentation scolaire, même si leurs impacts diffèrent d'un programme à l'autre. Suite à la mise en œuvre d'un TMC, l'inscription aux cycles primaire et secondaire a augmenté au Kenya, en Zambie, au Malawi, au Ghana et en Afrique du Sud et le programme a mené, dans certains cas, à une hausse du niveau éducationnel complété (Kenya), à une réduction du redoublement (Ghana) et à une diminution de l'absentéisme (Afrique du Sud). Au Brésil, les évaluations (2010) ont établi que le *Bolsa Família* avait poussé à la hausse de cinq à sept points de pourcentage les taux d'inscription, mais n'avait eu qu'un effet négligeable (<1ppt) sur le taux d'abandon et la graduation⁹. Une autre étude a démontré qu'à long terme, les taux d'inscription avaient augmenté d'environ 13 pour cent¹⁰. En dépit de ces résultats positifs, l'impact sur les résultats éducationnels a été plus important chez les enfants vulnérables ou traditionnellement négligés, mais les effets sur les résultats de l'apprentissage ont été plus faibles qu'initialement attendu.

Impacts des transferts monétaires sur la pauvreté

9. Les transferts monétaires sont des instruments efficaces de réduction de la pauvreté et leurs résultats ont été majeurs en Afrique. Les évaluations démontrent que le programme de la Zambie a entraîné une réduction de la pauvreté de 5 points de pourcentage, de 11 points de pourcentage de l'écart de pauvreté et de 11 points de pourcentage de réduction de l'écart de pauvreté extrême (à partir du seuil de pauvreté extrême). Le programme de transferts monétaires du Kenya pour les orphelins et populations vulnérables a permis de réduire la pauvreté de 13 points de pourcentage. L'ensemble des programmes de transferts sud-africains a pour sa part entraîné une réduction de 45 pour cent de l'écart de pauvreté.

10. Dans cet esprit, les simulations effectuées sur l'impact éventuel de la mise en œuvre d'un programme de transferts monétaires au Sénégal démontrent que ce dernier, s'il ciblait les 250 000 ménages les plus pauvres du pays, pourrait réduire de moitié la pauvreté extrême et ceci dans un délai de cinq ans. Si l'on présume que les ménages les plus pauvres intègrent chaque année et demeurent au sein du programme au moins jusqu'à l'an cinq, le programme pourrait réduire la pauvreté extrême de près de moitié (46 pour cent), en faisant passer son incidence de 14,8 pour cent à 8 pour cent (voir le tableau ci-dessous). Si le programme cible les ménages vivant dans une pauvreté extrême, l'impact sur l'incidence nationale de pauvreté sera plus limité - le programme cible les plus pauvres et les fait passer au-dessus du seuil de pauvreté extrême,

⁸ Ministério de Saúde. 2007. *Avaliação do componente de saúde do Programa Bolsa Família*. Brasília DF: Serie C. Projetos. Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (Ibadi). 2008. *Repercussões do Programa Bolsa Família na Segurança Alimentar e Nutricional*. Rio de Janeiro.

⁹ Glewwe et Kassouf (2010)

¹⁰ Paul Glewwe & Ana Lucia Kassouf, 2008. *The Impact of the Bolsa Escola/Família Conditional Cash Transfer Program on Enrollment, Grade Promotion and Drop-out Rates in Brazil*.

secteur de l'énergie où il est bien connu qu'elles profitent davantage aux riches qu'aux pauvres. Par exemple, le Gouvernement devrait dépenser une somme de XXX en subventions universelles en matière de XXX pour atteindre une réduction de la pauvreté extrême équivalente à celle d'un transfert monétaire conditionnel estimé à 420 millions \$ EU (selon le scénario décrit au tableau ci-dessus).¹¹

14. Finalement, le Système de Filets Sociaux devra avoir la flexibilité suffisante à une réponse rapide aux besoins à court terme générés par les chocs. Un Système doit être en mesure de mettre à l'échelle ses programmes lorsque nécessaire et les ramener à leur dimension initiale après la période de crise. Cette capacité réduira l'utilisation des dispositifs d'atténuation néfaste utilisés par les pauvres en temps de crise et évitera le déclenchement d'une spirale descendante de la pauvreté.

Divers impacts des transferts monétaires sur l'économie locale

15. Outre leurs impacts immédiats sur la pauvreté et le capital humain, il est de plus en plus clair que les transferts monétaires ont des effets concrets sur l'activité économique locale.¹² Les données indiquent en effet que les transferts monétaires ont un impact direct sur l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires. Or, cette dépense monétaire se répercute dans et hors du village de traitement et mettra en branle des facteurs multiplicateurs de revenus. Au Ghana par exemple, les bénéficiaires du programme LEAP dépensent environ 80 pour cent de leur prestation dans l'économie locale, ce qui a pour effet d'augmenter les revenus des autres acteurs économiques de la communauté. Les marchés périodiques et les achats effectués hors du village démultiplient les effets monétaires vers les villages non traités, ce qui déclenche habituellement d'autres multiplicateurs de revenus. À long terme et avec la mise à l'échelle du programme, les transferts auront donc un impact direct et indirect (ou un effet d'équilibre général) dans toute la région de mise en œuvre. Cependant, les transferts monétaires auront un effet multiplicateur important sur le revenu uniquement si les marchés sont fluides. Si par contre, des problèmes de production limitent l'offre, il est possible que les transferts entraînent une hausse des prix et aient un effet multiplicateur moins important.

16. Les transferts monétaires peuvent entraîner une augmentation significative de l'investissement productif. Les programmes de transferts monétaires de la Zambie se sont avérés porteurs d'investissements accrus en intrants agricoles, particulièrement dans les ménages de petite taille; du passage vers une production agricole à meilleure valeur ajoutée (du manioc au maïs et au riz); de l'augmentation des ventes sur les marchés (de 23 pour cent à 35 pour cent); et de la propriété d'entreprises non agricoles (qui est passée de 22 pour cent à 39 pour cent). Les transferts monétaires ont également encouragé la propriété accrue de bétail en Zambie, au Kenya et au Malawi(Mchinji).

17. Les transferts monétaires favorisent également une allocation plus productive du travail au sein du ménage. Il a été démontré qu'ils aidaient à la réduction du travail salarié des adultes dans le secteur agricole et augmentaient par ailleurs le temps consacré à la production du ménage, notamment dans l'exploitation agricole familiale (Zambie, Malawi, Kenya, Ghana). Les

¹¹ Estimé à partir de transferts annuels de 100 000 FCFA (200 \$ EU) par ménage, avec des frais administratifs et coûts d'accompagnement d'environ 20 000 FCFA (40 \$ EU) par ménage et par année.

¹² Projet *From Protection to Production* (FAO, 2013) et projet de transferts (FAO, 2013)

évaluations ont également constaté une augmentation de la participation au marché de l'emploi non agricole (Zambie et Afrique du Sud). De même, les transferts monétaires ont permis aux personnes âgées et aux handicapés de « se reposer » (Zimbabwe). Cependant, les résultats en matière de travail salarié des enfants sont mitigés puisque si les transferts monétaires ont permis de réduire cette pratique au Kenya et en Afrique du Sud, elle a augmenté dans les exploitations agricoles du Malawi et n'a pas changé au Ghana et en Zambie.